

Brochure n° 3041

Convention collective nationale

IDCC : 158. – **TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS,
DES SCIERIES, DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS**

ACCORD DU 11 SEPTEMBRE 2009
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} NOVEMBRE 2009
DANS L'INDUSTRIE DE LA BROSSERIE
NOR : ASET1050005M
IDCC : 158

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord concernent les personnels des entreprises de la branche broserie (code APE 32.91Z) :

32.91Z : fabrication d'articles de broserie : fabrication de balais, de pinceaux et de brosses, même constituant des parties de machines, de balais mécaniques pour emploi à la main, de balais à franges et de plumeaux, de brosses et de pinceaux à peindre, de rouleaux et de tampons à peindre, de raclettes en caoutchouc et d'autres brosses, balais, balayettes, etc., la fabrication de brosses à habits et à chaussures.

Article 2

Grille des salaires minimaux mensuels

« Ouvriers et collaborateurs » applicable au 1^{er} novembre 2009

Les salaires minimaux mensuels applicables dans l'industrie de la broserie, pour un horaire mensuel de 151,67 heures sont fixés, au 1^{er} novembre 2009, aux valeurs suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE
I	140	1 337,73
	150	1 356,00
	160	1 363,00

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE
II	175	1 378,00
	185	1 389,00
	195	1 402,00
III	210	1 443,00
	225	1 499,00
	240	1 592,00
IV	250	1 653,00
	270	1 781,00
	295	1 942,00
V	310	2 043,00
	330	2 165,00
	360	2 358,00

Article 3

*Grille des primes mensuelles d'ancienneté
« Ouvriers et collaborateurs » applicable au 1^{er} novembre 2009*

A compter du 1^{er} novembre 2009, la prime mensuelle d'ancienneté s'établit comme suit, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, pour les ouvriers et collaborateurs :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ SELON L'ANCIENNETÉ				
	3 à 6 ans	6 à 9 ans	9 à 12 ans	12 à 15 ans	15 ans et plus
140	31,60	63,21	94,81	126,41	158,01
150	31,82	63,63	95,45	127,26	159,08
160	32,03	64,05	96,08	128,11	160,14
175	32,36	64,72	97,08	129,44	161,80
185	32,51	65,02	97,54	130,05	162,56
195	34,33	68,66	102,99	137,32	171,65

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ SELON L'ANCIENNETÉ				
	3 à 6 ans	6 à 9 ans	9 à 12 ans	12 à 15 ans	15 ans et plus
210	36,97	73,93	110,90	147,86	184,83
225	39,60	79,20	118,81	158,41	198,01
240	42,24	84,48	126,71	168,95	211,19
250	44,03	88,05	132,08	176,10	220,13
270	47,54	95,08	142,62	190,16	237,70
295	51,93	103,87	155,80	207,74	259,67
310	54,57	109,14	163,71	218,28	272,85
330	59,09	116,17	174,26	232,34	290,43
360	63,39	126,78	190,16	253,55	319,94

Article 4

*Grille des salaires minimaux mensuels
« Cadres » applicable au 1^{er} novembre 2009*

Pour les cadres, les appointements mensuels minimaux applicables dans l'industrie de la broserie sont fixés, au 1^{er} novembre 2009, aux valeurs suivantes :

(En euros.)

POSITION	APPOINTEMENT MENSUEL MINIMUM
IA	2 216
IB	2 601
IC	2 908
IIA	3 133
IIB	3 278
IIC	3 403
IIIA	3 619
IIIB	3 879

Article 5

Egalité salariale hommes-femmes

Les parties signataires, en application des dispositions des articles L. 2241-3, L. 2241-9, L. 2241-10, L. 2241-11 et L. 2241-12 du code du travail, conviennent que la présente négociation visera également à programmer des mesures permettant de supprimer – et ce avant le 31 décembre 2010 – les éventuels écarts de rémunération entre les hommes et les femmes, et dont le diagnostic est actuellement en cours de finalisation.

Article 6

Dispositions diverses

6.1. Clause de sauvegarde

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec des dispositions ultérieures de nature législatives, réglementaires ou conventionnelles, ayant une incidence sur le présent accord, postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

6.2. Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

6.3. Adhésion

Toute organisation syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

6.4. Dénonciation, révision

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Fait à Paris, le 11 septembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FFB.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

FNCB CFDT.